

Haro sur Bystron (AfD) qui vote contre les livraisons d'armes à l'Ukraine : des allégations délirantes

écrit par Nicolas Faure | 22 mai 2024



Suite du scandale évoqué dans notre précédent article sur le sujet :

<https://resistancerepublicaine.com/2024/05/22/graves-accusations-contre-petr-bystron-afd-qui-aurait-ose-oser-critiquer-les-etats-unis-et-lotan/>

Perquisition à grande échelle chez le candidat tête de liste de l'AfD Bystron. Comment les pouvoirs publics justifient-ils cette folle escalade ? COMPACT a pu consulter en exclusivité les dossiers de l'enquête. Ils démontrent ce qu'il en est : la police et le parquet ont été une nouvelle fois instrumentalisés dans le cadre de la campagne électorale.

Aujourd'hui plus que jamais, envoyons se faire voir le Verfassungsschutz et autres cliques de services secrets...

Par Johann Leonhard

Cette affaire est vraiment délirante : la raison invoquée dans le cadre des perquisitions est celle de **"propos critiques tenus au Bundestag par l'homme d'affaires au sujet de la politique américaine et des livraisons d'armes allemandes"**. Encore plus absurde : on invoque également comme motif son **"non !" à un vote concernant une enveloppe de 100 milliards destinée à financer des armes**, un vote que Tino Chrupalla (1) a qualifié de "délirant".

La nouvelle en a choqué plus d'un : immunité parlementaire supprimée ! Bureaux perquisitionnés ! Le 16 mai, les enquêteurs sont arrivés et ont mis sens dessus dessous jusqu'aux appartements privés du député allemand en poste depuis de nombreuses années à Berlin et à Munich, ainsi que sa maison de plaisance à Majorque. Mais ce n'est pas tout :

le domicile de sa collaboratrice de circonscription, son bureau de circonscription en Bavière et les locaux de deux autres personnes ont également été passés au crible.

L'État profond derrière tout cela

Les mesures prises à l'encontre de Bystron découlent des accusations sans preuves selon lesquelles il aurait accepté des fonds en provenance de Russie. Le député de l'AfD a dû subir ces méthodes extrêmes alors qu'il n'existe aucune preuve contre lui.

Tout de suite après la publication des accusations, **Bystron a déclaré qu'il s'agissait d'une campagne visant à influencer sur les votes aux élections de juin prochain.** Il a qualifié les charges retenues contre lui de "pure invention". Il a exigé des autorités qu'elles présentent des preuves et a même demandé la levée de son immunité afin que des enquêtes de police puissent être ouvertes.

Jusqu'à aujourd'hui, les accusations restent de simples allégations. Le parquet n'est toujours pas en mesure de produire des preuves. Pour justifier les perquisitions, il invoque des "articles de presse" !

Quelques heures après la vaste opération de police, Bystron informe ses sympathisants de la situation via Telegram.

Peur de se brûler les doigts

Le procureur général de Munich, qui doit sans doute fournir des directives politiques dans le cadre de la campagne électorale, est probablement conscient de la gêne occasionnée par toute cette affaire. Ainsi, en réponse à une question du journaliste Alexander Wallasch sur l'affaire, le procureur a écrit "en gros caractères et en plus avec trois grands points d'exclamation" : **"Il convient d'attirer tout particulièrement l'attention sur la présomption**

d'innocence en vigueur !!!".

Cela montre bien que même le procureur est mal à l'aise face à l'acharnement médiatique contre Bystron. Et à juste titre !

Source :
<https://www.compact-online.de/bystron-razzia-die-irre-begrue-ndung/>

Traduction pour Résistance Républicaine, Nicolas Faure

(1) Tino Chrupalla : porte-parole du parti AfD